

AVIS PUBLIC



RÈGLEMENT 2218-1-2024

AVIS PUBLIC EST DONNÉ AUX PERSONNES HABLES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE LA VILLE

AVIS PUBLIC est par la présente donné par le greffier de la susdite Ville :

QUE le conseil municipal, lors de la séance ordinaire du 11 mars 2024, a adopté le règlement 2218-1-2024 intitulé :

RÈGLEMENT 2218-1-2024 – Modifiant le règlement 2218-2023 lequel décrète des travaux d'agrandissement de la Centrale d'eau potable Robert-Boucher et de rénovation de son système de ventilation ainsi qu'un emprunt de 3 273 300 \$ à ces fins.

L'objet de ce règlement est de majorer le coût des travaux et le montant de l'emprunt initialement prévus de 3 272 300\$ à 5 219 600\$ suite à la révision des estimations par les professionnels mandatés par la Ville pour réaliser ce projet.

Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville peuvent demander que le règlement 2218-1-2024 fasse l'objet d'un scrutin référendaire en inscrivant leur nom, adresse et qualité et en apposant leur signature dans un registre ouvert à cette fin.

Les personnes habiles à voter voulant enregistrer leur nom doivent présenter une pièce d'identité : carte d'assurance-maladie, permis de conduire, passeport, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes.

Dans le cas où le nom d'une personne ne figure pas déjà sur la liste des personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville, celle-ci doit également présenter un document attestant de son droit d'y être inscrite.

Le registre sera disponible pour signature de **9 h à 19 h, les 27 et 28 mars 2024** au **Centre Alain-Pagé**, édifice municipal, situé au :

10, rue Pierre-De Coubertin, Saint-Charles-Borromée (Québec) J6E 8A8

Le nombre de demandes requis pour que le règlement 2218-1-2024 fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de 1 304. Si ce nombre n'est pas atteint, le règlement sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

Le résultat de la procédure d'enregistrement sera annoncé à la fin de la période d'enregistrement et le certificat du greffier sera déposé lors de la prochaine séance ordinaire du conseil qui se tiendra le 8 avril 2024 en la salle du conseil de l'hôtel de ville.

Le règlement peut être consulté directement à l'hôtel de ville, situé au numéro 370, rue de la Visitation, Saint-Charles-Borromée, Québec, J6E 4P3, durant les heures d'ouverture normales.

Conditions pour être une personne habile à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire :

Toute personne (physique ou morale) qui, le 11 mars 2024 n'est frappée d'aucune incapacité à voter prévue à l'article 524 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* et qui rencontre **l'une ou l'autre des conditions suivantes** :

1° dans le cas d'une personne physique, être domiciliée sur le territoire de la Ville et domiciliée depuis au moins six mois au Québec; **OU**

2° dans le cas d'une personne physique ou morale, être, depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1), situé sur le territoire de la Ville.

Conditions additionnelles :

Personne physique

Dans le cas d'une personne physique, celle-ci doit au surplus, à la date de référence, être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Copropriétaire indivis

Dans le cas d'un copropriétaire indivis (personne physique ou morale) d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter, celui-ci doit au surplus être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire de la Ville, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

Personne morale

Dans le cas d'une personne morale, cette dernière doit au surplus avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le 12 mars 2024 et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi.

Donné à Saint-Charles-Borromée, ce 20 mars 2024.

Louis-André Garceau

Me Louis-André Garceau, avocat
Greffier